

Aménagement de la rue de la Cour Commune de Petosse



3 - Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)

Marché de Travaux

Maître d'ouvrage :

Commune de Petosse
239 Rue du Chat Ferré
85570 85570

Maître d'œuvre :

Vendée Expansion - SPL
33 rue de l'Atlantique
85005 La Roche sur Yon

SOMMAIRE

1.	OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1.1	OBJET DU MARCHÉ - EMPLACEMENT DES TRAVAUX - DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR	4
1.2	REPRÉSENTATION DES PARTIES.....	4
1.3	LISTE DES LOTS.....	4
1.4	TRANCHES	4
1.5	RÉALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	4
2.	INTERVENANTS DANS L'OPÉRATION	5
2.1	MAÎTRISE D'OUVRAGE	5
2.2	MAÎTRISE D'ŒUVRE	5
2.3	COORDONNATEUR SÉCURITÉ.....	5
3.	PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	5
3.1	PIÈCES PARTICULIÈRES	5
3.2	PIÈCES GÉNÉRALES.....	5
4.	PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES	6
4.1	RÉPARTITION DES PAIEMENTS	6
4.2	CONTENU DES PRIX - MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES ET DE RÈGLEMENT DES COMPTES.....	6
4.3	VARIATION DANS LES PRIX	10
4.4	PAIEMENT DES COTRAITANTS OU SOUS-TRAITANTS.....	11
4.5	ACOMPTE SUR APPROVISIONNEMENT	12
4.6	AVANCE	12
4.7	AVANCES SUR MATÉRIEL - AUTRES AVANCES	13
5.	DELAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS RETENUES	13
5.1	DELAI D'EXÉCUTION.....	13
5.2	PROLONGATION DU DELAI D'EXÉCUTION	13
5.3	PÉNALITÉS DE RETARD	15
5.4	AUTRES PÉNALITÉS.....	16
5.5	PRIMES POUR AVANCES	19
6.	CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ	19
6.1	CAUTIONNEMENT - RETENUE DE GARANTIES	19
6.2	ACOMPTE.....	19
6.3	DELAI DE CONSTATATION DES DROITS DE PAIEMENT	19
6.4	CONTESTATION	19
6.5	DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX RÈGLEMENTS JUDICIAIRES ET LIQUIDATION DE BIENS	19
7.	PROVENANCE - QUALITÉ - CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS	20
7.1	PROVENANCE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS	20
7.2	MISE À DISPOSITION DE CARRIÈRES OU LIEUX D'EMPRUNT.....	20
7.3	CARACTÉRISTIQUES - QUALITÉS - VÉRIFICATIONS - ESSAIS ET ÉPREUVES DES MATÉRIAUX ET PRODUITS	20
8.	IMPLANTATION DES OUVRAGES	20
8.1	RELEVÉ DE GÉOMÈTRE	20
8.2	PROTECTION DES OUVRAGES SOUTERRAINS, AÉRIENS, SUBAQUATIQUES DE TRANSPORT OU DE DISTRIBUTION	20
8.3	IMPLANTATION ET PIQUETAGE GÉNÉRAL DES OUVRAGES EXTÉRIEURS ET DES VOIRIES	21
8.4	TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX SOUTERRAINS, ENTERRES, SUBAQUATIQUES OU AÉRIENS.....	22
9.	PRÉPARATION - COORDINATION DES TRAVAUX - EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	25

9.1	PERIODE DE PREPARATION - PLANS D'EXECUTION	25
9.2	MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL.....	26
9.3	ORGANISATION COLLECTIVE DU CHANTIER	26
9.4	OBLIGATIONS EN MATIERE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	27
9.5	OBLIGATIONS DE TRAÇABILITE	27
9.6	GESTION DE LA QUALITE.....	27
9.7	DOMMAGES DIVERS CAUSES PAR LA CONDUITE DES TRAVAUX OU LES MODALITES DE LEUR EXECUTION	27
10.	CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX	28
10.1	ESSAIS ET CONTROLE DES OUVRAGES	28
10.2	RECEPTION	28
10.3	MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES.....	28
10.4	DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION	29
10.5	GARANTIES PARTICULIERES.....	29
10.6	ASSURANCES	30
11.	RESILIATION DU MARCHE	30
12.	GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT	30
13.	REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES.....	30
14.	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	31

1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 OBJET DU MARCHÉ - EMPLACEMENT DES TRAVAUX - DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent l'exécution de marchés de travaux pour l'**Aménagement de la rue de la Cour sur la Commune de Petosse**.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

À défaut d'indication, dans l'acte d'engagement du domicile élu par l'entrepreneur à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la Commune de Petosse jusqu'à ce que l'entrepreneur ait fait connaître au représentant du pouvoir adjudicateur, l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1.2 REPRÉSENTATION DES PARTIES

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG Travaux, dès la notification du marché, le titulaire et le maître d'ouvrage désignent une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifie cette désignation au maître d'ouvrage ou au titulaire du marché.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

1.3 LISTE DES LOTS

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

En raison de son objet, lequel ne permet pas l'identification de prestations distinctes et verra sa réalisation optimisée par l'attribution à un unique opérateur économique et conformément à l'article L. 2113-10 du Code de la commande publique, il se compose d'un lot unique.

1.4 TRANCHES

Sans objet

1.5 RÉALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché, en application de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, des marchés de travaux ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence. Le montant des éventuels marchés de prestations similaires ne pourra être supérieur à 50% du montant initial étant précisé que cette appréciation s'effectuera lot par lot et ne pourra avoir pour effet d'engendrer un dépassement des seuils des procédures formalisées.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

2. INTERVENANTS DANS L'OPERATION

2.1 MAITRISE D'OUVRAGE

Maître d'ouvrage :

Commune de Petosse - 239 Rue du Chat Ferré - 85570 PETOSSE

2.2 MAITRISE D'ŒUVRE

Vendée Expansion - SPL - 33 rue de l'Atlantique - CS 80206 - 85005 LA ROCHE-SUR-YON Cedex 5

2.3 COORDONNATEUR SECURITE

Sans objet.

3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

3.1 PIECES PARTICULIERES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

1. L'Acte d'engagement (AE) établi suivant modèle joint au dossier de consultation,
2. Annexe(s) éventuelles à l'acte d'engagement : éventuelles déclarations de sous-traitance, mise au point éventuelle, BPU,
3. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
4. L'ensemble du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) descriptif, et spécifications techniques du dossier de consultation, auquel sont annexés des rectificatifs additifs éventuels établis par les Maîtres d'œuvre lors de la mise au point des marchés avec leurs annexes,
5. Le Détail Estimatif ne sera considéré comme document contractuel que pour la détermination des prix unitaires servant au règlement du décompte final valant solde de l'opération et des travaux supplémentaires régulièrement commandés par le maître de l'ouvrage. Ils ne pourront donc servir à donner quelque indication contractuelle que ce soit sur les quantités ou sur la nature d'ouvrages et de fournitures à exécuter par l'attributaire du marché.
6. L'ensemble des plans, coupes, élévations, détails, définissant le projet,
7. Les récépissés des DT concessionnaires,
8. Le mémoire technique fourni par l'entreprise.

3.2 PIECES GENERALES

Les documents applicables sont ceux prenant effet et en vigueur au 1^{er} jour du mois d'établissement des prix définitifs, tel que ce mois est défini dans l'acte d'engagement :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG), applicable aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 modifié (publié au JO du 1er avril 2021), dans sa version en vigueur à la signature du présent marché,
- L'ensemble des lois, décrets, textes, circulaires, règlements, DTU, Eurocodes, Normes, avis techniques, spécifications et documents techniques en vigueur et applicables à l'opération et aux travaux de bâtiment, et en règle générale, l'ensemble des normes applicables à l'opération de construction concernant notamment : la détermination des prix de règlement dans les marchés publics, la réglementation sanitaire, la réglementation des services publics.

NOTA 1 : Les entreprises titulaires d'un ou plusieurs lots ne peuvent arguer de leur méconnaissance de l'ensemble des pièces constitutives des marchés de l'ensemble des lots. Elles sont réputées en avoir pris connaissance et s'être en permanence tenues au courant de leur évolution.

NOTA 2 : Les pièces générales énumérées au paragraphe 3.2 sont contractuelles bien qu'elles ne soient pas matériellement annexées au dossier de marché. Ces documents sont réputés connus des parties qui en reconnaissent le caractère contractuel.

NOTA 3 : En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées en dérogation à l'article 4.1 du CCAG, le CCTP prévaut sur les plans. La série des plans d'architecture le cas échéant prime sur les plans techniques en ce qui concerne la disposition et les caractéristiques dimensionnelles des ouvrages.

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG travaux, la notification du marché comprend une copie, délivrée par le pouvoir adjudicateur au titulaire, de l'acte d'engagement et de l'annexe financière (BPU/DQE).

4. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

4.1 REPARTITION DES PAIEMENTS

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants éventuels.

4.2 CONTENU DES PRIX - MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES ET DE REGLEMENT DES COMPTES

4.2.1 Connaissance du projet et des prix

L'entrepreneur reconnaît avoir :

- pris connaissance complète et entière du terrain et de ses abords ainsi que des conditions d'accès et des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers et de tous éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des travaux,
- apprécié toute difficulté inhérente au site, aux moyens de communication, aux ressources en main d'œuvre, etc.,
- une parfaite connaissance du CCTP et de ses annexes, des dépenses communes de chantier, avoir contrôlé les indications des documents constitutifs du marché, avoir recherché les renseignements complémentaires nécessaires à son étude, auprès du Maître d'œuvre et de tous services compétents, et avoir tenu compte dans sa proposition de toutes les sujétions qui en découlent et particulièrement en ce qui concerne l'incidence sur leurs propres travaux, de ceux des autres corps d'état et réciproquement.

De ce fait aucune contestation ne sera admise après le dépôt de la soumission sous prétexte d'une mauvaise appréciation des problèmes à résoudre par les entrepreneurs.

Le fait de remettre une offre, constitue donc pour les entrepreneurs un engagement à respecter, la conception et les diverses prescriptions des documents techniques sans pour autant les décharger de leur pleine et entière responsabilité de constructeur.

Chaque candidat à un lot devra signaler en déposant son offre, tous les points du dossier qui pourraient prêter à interprétation, ou présenter une ambiguïté entre deux lots d'entreprise, ainsi que toutes les insuffisances éventuelles, ou erreur de quantités.

4.2.2 Approvisionnement : aucun acompte sur approvisionnement n'est prévu.

4.2.3 Nature et contenu des prix

Le prix devra tenir compte des sujétions relatives aux congés payés et congés annuels des entreprises.

Les prix du marché sont exprimés en Euros hors TVA et sont unitaires.

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants.

Les prix s'appliquent aux ouvrages entièrement terminés, quelles que soient les difficultés d'exécution. Ils sont établis en tenant compte notamment :

- des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des réseaux divers, des différents lots et des travaux extérieurs liés à la desserte de la zone ;
- des étalements, blindages des fouilles quelles que soient l'importance ou la nature des terrains ;
- des dépenses de préparation coordination et exécution des travaux, notamment celles relatives à l'accomplissement de la mission de mandataire du groupement le cas échéant ;
- des frais d'études nécessaires à la réalisation de l'ouvrage,
- des frais de contrôle et de réception ;
- des prescriptions imposées par les personnes publiques, services ou commissions intéressées par le projet de construction, les accords, avis ou décisions prévus par les lois ou règlements en vigueur, ainsi que celles résultant des différents autorisations et permis,
- des sujétions dues à la circulation sur voie publique ou voie privée ou à la présence de canalisations diverses, que les ouvrages soient indiqués ou non sur les plans ;
- des frais de compte prorata et dépenses communes,
- des sujétions liées aux phénomènes naturels (température, pluie,...).

4.2.4 Frais exclus

Les prix sont réputés établis en considérant les frais ou prestations pris en compte par le Maître de l'Ouvrage et dont bénéficiera l'entreprise à titre gratuit, à savoir :

- a) Frais d'intervention du Contrôleur Technique désigné par le Maître d'Ouvrage pour les missions décrite à l'article 2.3 du présent CCAP,
- b) Frais d'intervention du Coordonnateur de Sécurité.

4.2.5 Frais inclus

Les prix sont réputés établis en tenant compte de tous les frais et dépenses de toute nature à engager pour l'étude et la réalisation complète des travaux et jusqu'à la remise définitive des installations et notamment :

- a) Les frais d'établissement des plans d'atelier et de chantier (PAC) et des plans d'exécution quand ceux-ci ne sont pas confié à la Maîtrise d'œuvre (Art. 2.2 du présent CCAP), des schémas d'installations nécessaires à l'exécution des travaux ainsi que la fourniture de plans, tirages documents à soumettre à l'approbation de la Maîtrise d'œuvre et au visa du Bureau de Contrôle ainsi que les frais d'étude pour adaptations et modifications éventuelles pendant la phase d'exécution des travaux,
- b) Les frais d'établissement des documents "Archives" à remettre au Maître de l'Ouvrage (Dossier des Ouvrages Exécutés : D.O.E.) ainsi que les frais de fourniture des documents pour le Bureau de Contrôle et le Coordonnateur de sécurité,
- c) Les frais de mise au courant du personnel chargé de l'utilisation et de l'entretien des installations, notamment pour les lots techniques ou spécifiques,
- d) Les frais d'amenée du matériel, d'installation de chantier et de repli de chantier ainsi que les frais nécessaires à l'application des mesures du PGCSPP mis à jour après harmonisation des PPSPS,
- e) Les frais de tracé, implantation, constatation des ouvrages faits ou à faire, leur mesurage, pesage, les frais d'établissement des épures, calibres, modèles, maquettes, etc...,
- f) Les frais d'essai et de contrôle demandés par le Bureau de Contrôle ou demandés par le Maître d'œuvre le cas échéant,
- g) Les frais de gros et petit matériel, échafaudages, équipages, outillages nécessaires à la préparation, la confection, la mise en œuvre des ouvrages et installations y compris les frais résultants des manutentions et chargements que le chantier peut comporter,
- h) Les frais de transport des matériaux et du matériel au lieu d'emploi et leur manutention dans l'enceinte du chantier,
- i) Les frais résultants de la protection nécessaire des travaux jusqu'à leur réception,
- j) Les frais résultants des mesures réglementaires ou non intéressant la sécurité des ouvriers travaillant sur le chantier et plus précisément celles résultant des règlements du Ministère du Travail et des recommandations de l'OPPBTP ainsi que les frais consécutifs aux mesures imposées par le Coordonnateur de sécurité à la participation au CISSCT,
- k) Les frais d'assurance,
- l) Les frais prévus au compte prorata ou découlant des installations de chantier,
- m) Les frais de fourniture d'échantillons et de prototype le cas échéant,

- n) Les frais relatifs à la mise au point, à la construction, finition, aux raccordements aux réseaux, et au démontage éventuel d'éléments prototypes correspondants à la "cellule témoin" en fin de chantier,
- o) Les frais de brevets et marques déposés,
- p) Les taxes et impôts de toute nature, frappant de quelque façon que ce soit, les salariés, le matériel, les matériaux, les ingrédients, etc. ou les ouvrages ou parties d'ouvrages,
- q) Les frais et sujétions découlant des exigences techniques et résultant de l'application de la réglementation en matière de sécurité, des prescriptions du Bureau de Contrôle pour la conformité aux D.T.U. et règles techniques, etc.,
- r) Enfin, il est précisé d'une manière générale que les prix de l'offre correspondent au complet et parfait achèvement des travaux dans le cadre du marché de façon à permettre un parfait fonctionnement des ouvrages.

4.2.6 Travaux non prévus - Travaux modificatifs

Tout travail supplémentaire exécuté sans ordre écrit signé du maître d'ouvrage est considéré comme compris dans l'offre. Il ne pourra donc faire l'objet d'aucune demande de paiement.

Tout travail modificatif entraînant une incidence financière fera l'objet d'un avenant préparé par le Maître d'œuvre. Pour être valable, l'avenant devra être accepté par le Maître de l'Ouvrage ainsi que l'opérateur économique et respecter les dispositions des articles R.2194-1 à R.2194-9 du Code de la commande publique.

Aucun travail modificatif ne fera l'objet d'une plus-value s'il ne fait pas l'objet d'un avenant signé par les parties. En dérogation des articles 14.3 et 15.1 du CCAG, la limite fixée est de 15% de la masse initiale.

Pour le règlement des travaux non prévus au marché, d'une part, ou l'évaluation des travaux prévus aux marchés et non exécutés, d'autre part, il est fait application des dispositions de l'article 13 du CCAG complétées par les dispositions ci-après : les prix des travaux en plus et en moins du marché sont établis dans les conditions suivantes **et font dans tous les cas l'objet d'un avenant** :

- a) Pour les travaux ou ouvrages identiques à ceux prévus aux documents financiers du marché.
- b) Pour les ouvrages de natures différentes de ceux prévus au marché, au moyen de prix débattus et convenus entre les parties avant tout commencement des travaux considérés.

4.2.7 Rigueur des pièces du marché

Il est précisé que tous les documents généraux sont applicables dans leur édition la plus récente (sauf exclusion explicite prévue au présent CCAP), à la date de la soumission, et notamment les normes au DTU qui devront être respectées dès leur date d'application.

Il est formellement spécifié que, par le seul fait de soumissionner, chaque entrepreneur reconnaît avoir examiné avec soin toutes les pièces du dossier et avoir signalé au Maître d'œuvre, les imprécisions, omissions ou contradictions, qu'il aurait pu y relever, et que toutes les solutions y ont été apportées.

En conséquence, aucun d'eux ne pourra, après remise de son prix, soit refuser d'exécuter des ouvrages ou travaux, de quelque nature que ce soit, jugés utiles ou indispensables à la parfaite finition des travaux, soit prétendre que ces travaux donnent lieu à une augmentation sur son prix ou à un allongement du délai contractuel.

D'autre part, le CCTP et les documents graphiques forment un tout se complétant et ne peuvent être considérés indépendamment les uns des autres.

Au cas où la non-concordance entre 2 plans à la même échelle, ou 2 documents techniques de même numéro d'ordre peut donner lieu à interprétation, l'appréciation en revient d'autorité au Maître d'œuvre.

4.2.8 Décomptes mensuels et définitifs

Pour rappel, la transmission des factures des titulaires est soumise aux dispositions de l'Ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique. Ainsi, le titulaire du marché de travaux (ainsi que ses sous-traitants admis au paiement direct) doit **obligatoirement** transmettre ses factures sous forme électronique par le biais de la plateforme CHORUS PRO.

4.2.8.1 Projet de décompte mensuel

Le projet de décompte mensuel est établi par le titulaire conformément aux dispositions de l'article 12.1 du CCAG Travaux et est transmis au maître d'œuvre.

Le projet de décompte est approuvé ou rectifié par le Maître d'œuvre et devient le décompte mensuel (article 12.1.9 du CCAG Travaux). À partir de celui-ci, le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le montant de l'acompte mensuel à verser au titulaire. Conformément à l'article 12.2.2 du CCAG Travaux, l'état d'acompte mensuel est notifié au titulaire par le maître d'œuvre qui propose au pouvoir adjudicateur le règlement des sommes admises.

L'identifiant de l'acheteur nécessaire au dépôt d'une facture dans le portail Chorus Pro est le suivant : (numéro SIRET de la Maîtrise d'ouvrage, la Commune de Petosse).

Le numéro SIRET de la Maîtrise d'œuvre (VENDÉE EXPANSION - SPL) sera également à renseigner : **78877950200012** (service « Ingénierie Routière »). La facture devra être déposée sur l'espace "Factures de travaux".

4.2.8.2 Projets de décompte final et de décompte général

À l'issue des travaux, le projet de décompte final est établi par le titulaire et est transmis au Maître d'œuvre conformément aux dispositions des articles 12.3.1 et 12.3.2 du CCAG Travaux. Le projet de décompte est approuvé ou rectifié par le Maître d'œuvre et devient le décompte final (article 12.3.3 du CCAG Travaux).

En cas de rectification du projet de décompte final, le paiement est effectué sur la base provisoire des sommes admises par le maître d'œuvre ou, en cas de désaccord entre le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage, par le maître d'ouvrage. (article 12.3.3 du CCAG Travaux).

À partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 12.4.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le projet de décompte général. En application des articles 12.4.1 et 12.4.2 du CCAG Travaux, le projet de décompte général est transmis par le maître d'œuvre au pouvoir adjudicateur pour signature. Une fois signé par le pouvoir adjudicateur, le projet de décompte général devient le décompte général. Ce dernier est ensuite notifié au titulaire dans les délais prescrits par le CCAG Travaux.

Le titulaire dispose alors de 30 jours à compter de cette notification :

- pour renvoyer signé, avec ou sans réserve, le décompte général au pouvoir adjudicateur (avec copie au maître d'œuvre),
- ou, pour faire connaître les motifs de son refus de signature.

Si le décompte général est signé sans réserve par le titulaire, il devient alors le décompte général et définitif du marché.

4.2.8.3 Règlement des décomptes mensuels

Les paiements seront effectués par acomptes mensuels au regard de l'avancement des travaux exécutés.

Le délai de paiement commence à courir à compter de la date de réception par le Maître d'œuvre de la demande de paiement par l'entreprise.

Si, du fait de l'entrepreneur, il ne peut être procédé aux opérations de vérification ou à toutes les opérations nécessaires au mandatement, le délai global de paiement est prolongé d'une période de suspension dont la durée est égale au retard qui en est résulté.

Si le délai de mandatement restant à courir à compter de la fin de la suspension est inférieur à 15 jours, l'ordonnateur dispose toutefois pour mandater d'un délai de 15 jours.

Il est enfin précisé que le règlement pour solde du décompte de l'entreprise ne pourra être effectué tant que cette dernière ne pourra justifier :

- qu'elle est à jour du règlement des sommes dues par cette entreprise, au titre du compte prorata et CISSCT éventuellement, sur présentation d'un quitus. Il est convenu que chaque entreprise accepte de s'en remettre, en cas de litige, aux décisions de la Commission du compte prorata et à l'arbitrage éventuel définitif du Maître d'œuvre,
- qu'elle est à jour du règlement de ses primes d'assurances professionnelles.

4.2.8.4 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais indiqués ci-dessus fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires calculés depuis le jour qui suit l'expiration de ce délai jusqu'au jour inclus suivant la date de paiement conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Le taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour du calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

4.3 VARIATION DANS LES PRIX

Les répercussions sur les prix du marché, des variations des éléments constitutifs du coût des travaux, sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

4.3.1 **Nature des prix**

La nature des prix est précisée dans l'acte d'engagement.

4.3.2 **Modalités de variation des prix**

☒ **Le présent marché est passé à prix ferme actualisable.**

Si un délai supérieur à trois mois s'est écoulé entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations fixée par l'ordre de service de démarrage du délai d'exécution des travaux, les prix du marché sont actualisés par le jeu de la formule suivante :

$$P = P_0 \times \frac{I(m-3)}{I_0}$$

I_0 correspond à la valeur de l'index du mois précédent la date de remise des offres, à savoir le mois de **mai 2025**

I_{m-3} est l'index et/ou l'indice de référence défini ci-dessous de la date de début d'exécution des prestations, moins 3 mois

Le coefficient d'actualisation sera arrondi au millième supérieur.

Le montant de cette actualisation sera réglé au prorata du montant des prestations réalisées.

L'index et/ou indice national I de référence choisi pour l'application de la clause de variation des prix des travaux est :

- TP08 (Travaux d'aménagement et entretien de voirie en zones rurales et urbaines)
 - o Tous les prix exceptés les prix concernés par les articles suivants
- TP09 (Fabrication et mise en œuvre d'enrobés)
 - o Prix n°4602,4606,4706,4714 et 4716.
- TSH (Travaux de signalisation horizontale)
 - o Prix n°6223,6224,6225,6227,6228,6233,6236,6237,6238,6244.
- EV3 (Travaux de création d'espaces verts)
 - o Prix n°7017,7030 et 7039.

Les index sont publiés au Bulletin officiel du Service des prix et au Moniteur des Travaux Publics.

4.3.3 **Application de la taxe sur la valeur ajoutée**

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde, sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements correspondants.

4.4 PAIEMENT DES COTRAITANTS OU SOUS-TRAITANTS

4.4.1 Les entreprises d'un groupement d'entreprises solidaires

Elles seront tenues d'avoir un compte unique au nom des entrepreneurs groupées ou du mandataire. Le mandataire aura la charge de répartir les sommes dues à chacun des cotraitants. Toutefois, après accord des parties, chaque cotraitant pourra demander le versement des sommes dues sur un compte particulier.

4.4.2 Désignation de sous-traitants

En complément des dispositions du code de la commande publique, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

En cas de sous-traitance directe, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.

À cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial. En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

Conformément à l'article 3.6 du CCAG travaux, le maître d'ouvrage notifiera, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Dès réception de cette notification, le titulaire du marché s'engage à faire connaître au maître d'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître au maître d'œuvre le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

4.4.3 Désignation de sous-traitants en cours de marché

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur et par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance ; si cet entrepreneur est un cotraitant, l'acte spécial est contresigné par le mandataire des entrepreneurs groupés.

Il est précisé que l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, seront réalisées selon les dispositions des articles R.2193-1 à R.2193-9 du Code de la commande publique.

Ces demandes seront présentées dans un délai permettant, en cas de refus d'agrément du sous-traitant, de ne pas retarder l'avancement normal du chantier. L'entreprise titulaire reste responsable d'un éventuel retard.

L'acte spécial indique :

- a) La nature des prestations sous-traitées,
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- c) Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant,
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix,
- e) Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial, les déclarations, documents et informations conformément aux articles R.2193-1 à R.2193-9 du Code de la commande publique.

Les sous-traitants agréés par le Maître d'ouvrage ont droit au paiement direct pour la partie du marché dont ils assurent l'exécution, lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 €TTC.

4.4.4 Modalités de paiement direct

Pour les sous-traitants, la signature du projet de décompte par le titulaire vaut pour chacun des dits sous-traitants, acceptation du montant d'acompte ou du solde à lui payer directement.

Le titulaire joint en outre au projet de décompte, en double exemplaire, une attestation par laquelle :

- il indique le montant en prix de base de l'acompte ou du solde qui résulte de la prise en considération du projet de décompte,
- il marque son accord pour que le montant de la somme à verser au sous-traitant soit calculé en appliquant à ce montant les stipulations du marché.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance.

4.5 ACOMPTE SUR APPROVISIONNEMENT

Sans objet.

4.6 AVANCE

Conformément à l'article R.2191-3 du Code de la commande publique, une avance sera accordée à l'entrepreneur si le montant du marché est supérieur à 50.000,00 €HT et si le délai d'exécution est supérieur à deux mois, sauf renonciation portée à l'acte d'engagement. Elle sera versée dans les conditions prévues aux articles R.2191-3 à R.2191-10 du Code de la commande publique.

Dans le cas d'un marché à tranches, chaque tranche sera considérée comme un marché distinct pour la mise en œuvre de l'avance. Toutes les modalités définies ci-dessous relative au marché s'appliquent alors à chacune des tranches affermies.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Option B (article 10.1 du CCAG).

Le taux de l'avance correspond aux taux minimums définis par l'article R.2191-7 du code de la commande publique à savoir :

- **Cas d'une PME : 10 %**
 - si marché d'une durée de 12 mois ou inférieure, l'avance est fixée à 10% du montant initial, toutes taxes comprises du marché
 - si marché d'une durée supérieure à 12 mois, l'avance est fixée à 10% d'une somme égale à 12 fois le montant initial divisé par la durée du marché exprimée en mois.
- **Autre que PME : 5 %**
 - si marché d'une durée de 12 mois ou inférieure, l'avance est fixée à 5% du montant initial, toutes taxes comprises du marché
 - si marché d'une durée supérieure à 12 mois, l'avance est fixée à 5% d'une somme égale à 12 fois le montant initial divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Il est exigé une garantie à première demande en contrepartie de l'avance. Le maître d'ouvrage n'accepte pas qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

Conformément à l'article R.2192-25 du Code de la commande publique, « lorsque la constitution d'une garantie à première demande est exigée, le délai de paiement de l'avance ne peut courir avant la réception de cette garantie ».

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire, au titre du marché, atteint ou dépasse 65% du montant toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées. Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées.

4.7 AVANCES SUR MATERIEL - AUTRES AVANCES

Aucune avance sur matériels de chantier ne sera versée à l'entrepreneur.

5. DELAIS D'EXECUTION - PENALITES RETENUES

5.1 DELAIS D'EXECUTION

Le délai global d'exécution de l'ensemble des lots est fixé dans l'acte d'engagement. Ce délai comprend la période de préparation ainsi que le délai d'exécution des travaux. Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG, un seul ordre de service précisera la date à partir de laquelle démarrera le délai global d'exécution.

Le délai ci-dessus comprendra :

- la période de préparation comprise dans le délai global contractuel,
- les congés annuels des entreprises,
- les intempéries dans la limite fixée dans le présent CCAP,
- toutes les phases préparatoires aux opérations préalables à la réception.

Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans ce délai d'ensemble, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution des ouvrages.

Les opérations préalables à la réception dont les modalités sont décrites dans le CCAG, se concrétisent en fait par la visite de réception.

Toutes les phases préparatoires à cette visite de réception sont incluses dans le délai contractuel.

Après approbation des parties, le calendrier d'exécution se substituera alors au planning prévisionnel joint au dossier de consultation et deviendra de ce fait contractuel. Après accord du maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre aura la possibilité de modifier le calendrier détaillé d'exécution.

Les entreprises doivent accepter le calendrier contractuel d'exécution sans réserve, en tenant compte des moyens qu'il est nécessaire de mettre en œuvre (personnel, matériel, délai de fabrication, encadrement, etc.).

Le fait, pour un entrepreneur, d'avoir accepté le calendrier contractuel d'exécution, l'oblige à respecter les dispositions indiquées. Il lui appartiendra donc de tout mettre en œuvre pour y arriver, même si pour cela il doit faire travailler son entreprise ou bureau ou usine dans des conditions inhabituelles (augmentation du nombre d'ouvriers, multiplication des matériels ou matériaux, heures supplémentaires, etc.) et ce, sans augmentation de prix ni dérogations aux textes législatifs et réglementaires régissant le travail.

Chaque entrepreneur aura l'obligation de respecter non seulement la date d'achèvement de ses ouvrages, mais également les phases successives et partielles de son propre avancement afin de faciliter celui des autres corps d'état.

Chaque entrepreneur est tenu, sur simple demande du Maître d'œuvre, d'augmenter le nombre de ses effectifs sur le chantier, notamment au niveau de la finition des ouvrages.

En outre, il devra, sur simple demande du Maître d'œuvre, prendre toutes les dispositions utiles afin de rattraper les retards, que ceux-ci lui soient imputables ou non.

Pour tout retard dans l'exécution des tâches, le Maître d'œuvre peut appliquer des provisions pour pénalités de retard suivant les modalités prévues ci-après.

5.2 PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION

Les entrepreneurs s'engagent à laisser à l'initiative du Maître d'œuvre ou de l'OPC la possibilité de modifier les étapes et délais partiels du calendrier contractuel d'exécution.

Ces adaptations pourraient être rendues nécessaires soit à la suite de décalage dû aux intempéries ou non, soit pour rattraper le retard d'un entrepreneur afin d'en diminuer les conséquences, soit enfin pour tenir compte de problèmes mis en évidence, lors de l'évolution des travaux.

Les nouveaux délais partiels arrêtés auront le même caractère contractuel que ceux initialement fixés.

5.2.1 Intempéries

Seuls les relevés de la station météorologique la plus proche font référence pour la détermination des intempéries. La station météo prise en compte pour ce chantier sera celle de Corpe.

Seront considérés comme "intempéries" les journées d'arrêt de chantier ayant fait l'objet de déclaration, et prises en compte de la Caisse des congés dûment constatées par le Maître d'œuvre, et celles pendant lesquelles un ou plusieurs phénomènes naturels ci-après, dépassera son intensité limite.

Il y aura intempérie si l'une des situations suivantes est observée et pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux :

NATURE DU PHÉNOMÈNE	INTENSITÉ LIMITÉE
Gel	-2° - 6 h
Neige	2 cm – 6 h
Précipitations	30 mm – 48 h
Vent	100 km/h – 2 h

Le délai d'exécution T.C.E. pourra être éventuellement prolongé par décision du Maître de l'Ouvrage, sur proposition du maître d'œuvre, après consultation du titulaire, dans les formes prévues à l'article 18.2 du CCAG.

Au cours du chantier, le Maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixés dans l'acte d'engagement.

Le calendrier initial éventuellement modifié comme indiqué ci-dessus, sera notifié par ordre de service à tous les entrepreneurs, suivant les dispositions de l'article 18.2.3 du CCAG.

Il est stipulé que les travaux supplémentaires sont réputés devoir être exécutés à l'intérieur du délai contractuel global, dans tous les cas où il n'existe pas une disposition expresse contraire dans l'ordre de service les concernant.

5.2.2 Ajournement

Pour la mise en œuvre des dispositions de l'article 53.1 du CCAG Travaux, il est précisé que la décision d'ajournement doit être prise expressément par le seul maître d'ouvrage.

Ne peuvent par ailleurs pas être qualifiés d'ajournement :

- Les arrêts prononcés par la maîtrise d'ouvrage suite à une demande en ce sens des entreprises qui visent juste à « prendre acte » de cette demande.
- Les arrêts formalisés en cours de période de suspension en ce qui concerne la période antérieure à la date de la décision.
- Les arrêts visant juste à mettre en œuvre une disposition prise au niveau national ou local par les autorités compétentes, en dehors de la maîtrise d'ouvrage elle-même, notamment une interdiction d'exercer son activité.

Au titre de l'indemnité d'ajournement, ne pourront être prises en compte que les dépenses suivantes, dûment justifiées et n'ayant pas fait l'objet d'une prise en charge même partielle par l'État :

- de coûts liés aux mesures conservatoires nécessaires pour protéger les travaux exécutés, ainsi que des frais de garde du chantier (palissade, gardiennage...).
- de coûts liés aux matériaux et consommables qui ont été approvisionnés sur le chantier, et qui ne sont pas réutilisables sur le chantier (stockage, transport sur un autre chantier, perte, revente avec perte...).
- de coûts liés aux personnels et aux matériels immobilisés sur le chantier, dans la limite de la possibilité de les réaffecter ailleurs.
- si le marché ne prévoit pas de clause de révision de prix, de coûts liés aux variations économiques durant l'interruption, justifiant l'actualisation du ou des prix.
- de frais financiers supplémentaires (frais de découvert bancaire, extension des frais de caution et d'assurance...).
- de la non-couverture des frais généraux.
- en cas de résiliation du marché uniquement : du manque à gagner (bénéfice que l'entreprise était en droit d'attendre si le marché avait été entièrement exécuté).

5.2.3 Force majeure

Lorsqu'un cas de force majeure empêche l'exécution du marché, le titulaire devra justifier de l'impossibilité temporaire ou définitive pour lui, de poursuivre l'exécution du marché en conséquence de l'évènement qu'il qualifie de cas de force majeure.

Le cas de force majeure permet au titulaire de ne pas être sanctionné au titre de la non-exécution du marché (prolongation des délais, non application des pénalités de retard).

L'indemnisation du titulaire sera donc limitée aux seules pertes matérielles directement provoquées par le cas de force majeure.

Est ainsi notamment exclue la prise en charge de :

- des frais de garde
- du manque à gagner,
- des pertes engendrées par les immobilisations de matériel et de personnel provoquées par la désorganisation du chantier.

5.3 PENALITES DE RETARD

5.3.1 Retard dans l'exécution des travaux

Les stipulations de l'article 19 du CCAG sont applicables sous réserve des dispositions suivantes :

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG, les pénalités seront appliquées de plein droit après constatation du retard sans mise en œuvre du principe du contradictoire prévu.

En cas de retard dans les délais fixés par le calendrier contractuel d'exécution des travaux, l'entrepreneur sera passible, sans mise en demeure préalable, d'une pénalité journalière selon les indications stipulées au 5.3.2.

Les pénalités ci-après s'appliquent soit à des tâches partielles ou globales de travaux, soit à d'autres cas et notamment :

- retard dans la fourniture de renseignements demandés, tels que :
 - délai d'approvisionnement
 - début d'intervention sur chantier
 - délais d'exécution proposés pour chaque entreprise
 - échelonnement des effectifs dans le temps
- retard dans l'exécution d'une disposition confirmée au rendez-vous de chantier, qu'il s'agisse d'une tâche de travaux ou non,
- retard dans la fourniture de plans et de tous les documents,
- retard dans les commandes de l'entreprise aux fournisseurs,
- retard dans l'approvisionnement, la remise d'échantillon ou l'insuffisance d'effectifs.

Les observations du Coordonnateur de sécurité qui ne seraient pas suivies d'effet dans le délai prescrit sont assimilables à un retard d'exécution et pénalisables selon les modalités ci-après.

Il est précisé que le maintien final du délai d'exécution total étant subordonné au respect des délais partiels fixés au calendrier d'exécution, tout dépassement des délais correspondant aux phases de travaux qui y sont figurées donnera le droit au Maître de l'Ouvrage, sur la proposition du Maître d'œuvre, d'exiger de la part de l'entrepreneur, la constitution immédiate d'une provision qui sera effectuée par une retenue sur le montant de ses acomptes.

5.3.2 Montant des pénalités

En cas de retard dans l'exécution des travaux, qu'il s'agisse de l'ensemble du marché ou d'une tranche pour laquelle un délai d'exécution partiel ou une date limite a été fixée, il est appliqué, par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG travaux, une pénalité journalière de 1/1000ème avec un minimum de 100 € par jour de retard du montant de l'ensemble du marché. Ce montant est celui qui résulte des prévisions du marché, c'est à dire du marché initial éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus ; il est évalué à partir des prix initiaux.

Modalités d'application

Les pénalités sont encourues **du simple fait de la constatation du retard par le Maître d'œuvre ou de l'OPC, sans mise en demeure préalable**. Les pénalités de retard ont un caractère provisoire et seront modulées en fonction de l'état réel d'avancement du chantier. Le retard effectif sera apprécié par le Maître d'œuvre de travaux le jour de l'établissement de chacun des décomptes mensuels.

Dans le cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la notification de la décision de résiliation ou jusqu'au jour d'arrêt de l'exploitation de l'entreprise si la résiliation résulte d'un des cas prévus à l'article 50.1 du CCAG.

Par retard, il faut entendre tout manquement d'un entrepreneur à ses engagements.

Tout retard, dès qu'il est constaté et porté au procès-verbal des RV de coordination ou de réunions de chantier, entraîne l'application des pénalités prévues ci-dessus et ce, sans qu'il soit besoin de mise en demeure.

Les pénalités de retard seront applicables selon les retards constatés en cours d'exécution par rapport au calendrier détaillé d'avancement et dans la mesure où ces retards atteignent au moins trois jours pour les tâches critiques, sept jours pour les autres tâches.

Dans ces deux cas, il sera tenu compte des prolongations de délai accordées automatiquement, pour cas de force majeure ou en vertu de l'article 5.2 du présent CCAP et de l'article 18.2 du CCAG.

L'entrepreneur doit commander suffisamment à l'avance les matériaux et matériels à mettre en œuvre.

Les retenues pour pénalités s'opéreront de plein droit sur le montant des décomptes des entreprises, sur présentation d'un certificat d'application de pénalités visé par la maîtrise d'œuvre.

Leur répartition éventuelle entre les entreprises responsables sera établie par le titulaire de la mission OPC ou le Maître d'œuvre.

Les entrepreneurs autorisent l'OPC ou le Maître d'œuvre à prendre ou à faire prendre, par toute entreprise de son choix, toutes mesures destinées à réduire ou absorber le ou les retards et ce, aux seuls frais risques et périls de ou des entrepreneurs dont la défaillance aura été constatée.

Toutefois, passé un retard non justifié de plus de trente jours sur le délai contractuel, le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit de résilier le contrat et de faire poursuivre l'exécution des ouvrages aux frais de l'entrepreneur défaillant par l'entreprise de son choix, quinze jours après une mise en demeure restée sans effet, sans préjuger de l'action possible en dommages et intérêts (conformément à l'article 50.3.1 du CCAG Travaux).

Si, dans le mois qui suit l'application de la pénalité, les dispositions prises par l'entreprise pénalisée en accord avec les corps d'état qu'elle retarde permettent un rattrapage partiel ou total du retard de ses travaux et du retard qu'elle entraîne sur les travaux des autres corps d'état, la pénalité pourra être levée ou réduite à l'initiative du Maître de l'Ouvrage.

5.3.3 Retard dans la remise du projet de décompte final

Le montant des pénalités sera de 1/1.000ème du montant du décompte par jour calendaire de retard. Ces retenues opérées sur le dernier décompte mensuel sont appliquées sans mise en demeure préalable et sont payées à la remise complète des documents.

5.3.4 Retard dans la remise des documents fournis après exécution : Dossier des ouvrages exécutés

Par dérogation à l'article 40 du CCAG, les plans et autres documents à fournir après exécution par l'entrepreneur, devront être remis au Maître d'œuvre avant réception des travaux au plus tard lorsqu'il demande la réception, y compris les documents nécessaires à l'établissement du DIUO.

5.4 AUTRES PENALITES

En cas de non-respect des obligations prévues au marché, l'entreprise responsable recevra un avertissement du Maître d'œuvre, du maître d'ouvrage ou du Coordonnateur de sécurité lui indiquant les points précis de la contravention et le délai prescrit pour y remédier.

Tout dépassement de ce délai donnera lieu à l'application immédiate d'une pénalité dont le montant est indiqué ci-après pour chaque infraction. Le Maître d'œuvre, l'OPC ou le Coordonnateur de sécurité sera chargé de la répartition de ces pénalités qui restent acquises au Maître de l'Ouvrage.

5.4.1 Retard dans le nettoyage et la remise en état du chantier

En cas de non-respect des prescriptions du présent CCAP et ses annexes concernant le nettoyage des locaux et du chantier, et sans qu'il soit besoin de mise en demeure préalable, il sera appliqué à partir du terme du délai fixé par ordre de service, une pénalité par jour calendaire de retard de 100 €. Une pénalité analogue sera appliquée pour tout retard dans l'enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi prévu à l'article 37 du CCAG.

5.4.2 Pénalités pour manquement relatif aux dispositions sur les déchets

En cas d'absence de production des éléments mentionnés aux articles 36.2.1 et 36.2.2 du CCAG, le titulaire se verra appliquer, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé à 1 000 €.

5.4.3 Absence aux rendez-vous de chantier

Chaque entrepreneur est tenu d'assister ou de se faire représenter pendant toute la durée de ses travaux aux rendez-vous de chantier qui auront lieu aux emplacements, jours et heures fixés par le Maître d'œuvre, le Coordonnateur de sécurité ou le titulaire de la mission OPC.

En dehors de la durée de ses travaux, il devra assister à ces rendez-vous sur convocation du Maître d'œuvre ou du Coordonnateur de sécurité. Pour chaque absence, il est passible d'une pénalité de 300 €.

Nota : Il est prévu une réunion hebdomadaire qui se déroulera en trois temps :

- avec le Coordonnateur de sécurité et de protection de la santé,
- avec le Maître d'œuvre,
- avec le titulaire de la mission Ordonnancement-Pilotage-Coordination.

En fonction des nécessités du déroulement de l'opération, des réunions pourront être organisées en sus de la réunion hebdomadaire auxquelles le titulaire du présent marché devra participer.

5.4.4 Salissures voies, par jour ouvrable

À défaut d'utilisation du dispositif de décrottage, par jour de travail 100 €.

5.4.5 Circulation

Non-respect des itinéraires prescrits pour la desserte du chantier, et par véhicule 200 €.

5.4.6 Retard dans la remise des documents

Tout retard dans la remise des documents dont l'établissement est dû par l'entrepreneur dans le cadre de ses obligations contractuelles et plus particulièrement des prescriptions du présent CCAP, entraînera par jour calendaire de retard l'application immédiate d'une pénalité de 100 €.

Cette pénalité est indépendante de celle prévue au paragraphe 5.3 qui sera, elle, applicable si le retard apporté à la remise de ces documents a une incidence sur les délais portés au calendrier détaillé d'exécution des travaux.

5.4.7 Retard dans la libération des emprises de chantier

Sur le domaine public, par jour calendaire : 200 €.

5.4.8 Défaut de nettoyage de la voie ouverte à la circulation publique

À la sortie de chantier, par jour calendaire : 200 €.

5.4.9 Assainissement de chantier non conforme

Par jour calendaire : 100 €.

5.4.10 Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, le gardiennage, l'hygiène et la signalisation générale du chantier

Par jour calendaire : 200 €.

5.4.11 Travaux sur le domaine public sans signalisation, ni protection efficace, de jour comme de nuit

Par jour calendaire : 200 €.

5.4.12 Bruits de chantier au-delà de la limite prescrite

Par jour calendaire : 200 €.

5.4.13 Dépôt de déblais excédentaires

Terre végétale, déblais, gravats en dehors des zones prescrites à cet effet, par infraction constatée : 2000 € par jour calendaire.

5.4.14 Emploi d'explosif sans autorisation

Par infraction : 5000 €.

5.4.15 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et éventuellement de remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

À la date fixée pour l'achèvement des travaux, l'entrepreneur devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites, après mise en demeure, aux frais de l'entrepreneur défaillant, au moyen d'une retenue prélevée par le maître d'ouvrage sur les sommes lui restant dues, sans préjudice d'une pénalité de 200 € (deux cents Euros) par jour de retard.

5.4.16 Pénalité pour manquement à la réglementation sur le travail dissimulé

En cas de non-respect des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariés, l'entrepreneur encourt une pénalité égale à 10% de son marché sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du travail.

5.4.17 Absence d'exonération

En dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1.000 € (mille Euros) pour l'ensemble du marché. Le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire pourra excéder 10% du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

5.4.18 Respect des obligations relatives à la protection des ouvrages souterrains, aériens, subaquatiques de transport ou de distribution.

En cas de manquement aux obligations énumérées à l'article 8.2 par le titulaire du marché, le maître d'ouvrage mettra en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception (ou par tout équivalent), l'entrepreneur de se conformer à la réglementation fixée par le Décret n° 2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution en y énumérant notamment les éléments de mission à régulariser.

En l'absence d'intervention de celui-ci à l'échéance du délai fixé pour leur reprise, le maître d'ouvrage pourra faire exécuter les missions non réalisées, par tous moyens, aux frais de l'entrepreneur défaillant, ou résilier la convention. L'exécution de ces mesures par le maître d'ouvrage se fera sans préjudice des éventuelles sanctions administratives ou pénales encourues par l'entrepreneur.

En cas de retard résultant des manquements aux obligations énumérées aux articles 8.2, l'exécutant de travaux se verra appliquer les pénalités de retard prévues à l'article 19 du CCAG applicable au marché.

5.5 PRIMES POUR AVANCES

Il ne sera pas accordé de prime pour avance.

6. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

6.1 CAUTIONNEMENT - RETENUE DE GARANTIES

Chaque acompte fera l'objet d'une retenue de garantie au taux de 5 % dans les conditions prévues par les articles R.2191-32 à R.2191-35 du Code de la commande publique. Elle sera libérée un mois après l'expiration du délai de garantie (1 an), si l'entrepreneur a satisfait à toutes ses obligations envers le maître d'ouvrage.

Elle pourra être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande qui sera établie en application de l'article R.2191-36 à R.2191-42 du Code de la commande publique, ou si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues par les articles précités.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou, si le pouvoir adjudicateur ne s'y oppose pas, une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie. Toutefois, cette garantie à première demande ou cette caution personnelle et solidaire est constituée pour le montant total du marché y compris les avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérés, dans les conditions prévues par l'article R.2191-42 du Code de la commande publique.

6.2 ACOMPTES

Conformément à l'article 12.2 du CCAG, il sera délivré à l'entrepreneur des acomptes mensuels sur la base des situations et décomptes mensuels.

6.3 DELAIS DE CONSTATATION DES DROITS DE PAIEMENT

Le délai global de paiement court à compter de la réception de la demande de paiement mensuelle du titulaire par le Maître d'œuvre.

6.4 CONTESTATION

Si au cours des travaux des difficultés s'élevaient entre les représentants du Maître de l'Ouvrage et l'entrepreneur, les parties devraient :

1. Faire application de l'article 55 du CCAG,
2. Faire éventuellement appel au comité consultatif de règlement amiable compétent dans les conditions prévues aux articles R.2197-1 et suivants du Code de la commande publique et à l'articles 55.2.1.4 du CCAG
3. En dernier recours, le différend sera porté devant le tribunal compétent, suivant les dispositions de l'article 55.3 du CCAG.

6.5 DISPOSITIONS PARTICULIERES AUX REGLEMENTS JUDICIAIRES ET LIQUIDATION DE BIENS

En complément de l'article 46.1 du CCAG, il est expressément stipulé que la résiliation intervenue pour causes de règlement judiciaire ou de liquidation des biens ne sera pas une résiliation pure et simple. Dans ces conditions, les excédents de dépenses résultant de la défaillance seront à la charge de l'entrepreneur et prélevés sur les sommes qui peuvent lui être dues ou, à défaut sur ses sûretés éventuelles, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Si le nouveau marché entraîne au contraire, une diminution des dépenses, le bénéfice en résultant est entièrement acquis au Maître d'Ouvrage.

7. PROVENANCE - QUALITE - CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

7.1 PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le C.C.T.P. fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents assurant la traçabilité de tous les produits et matériaux mis en œuvre préalablement à leur mise en œuvre.

7.2 MISE A DISPOSITION DE CARRIERES OU LIEUX D'EMPRUNT

Sans objet.

7.3 CARACTERISTIQUES - QUALITES - VERIFICATIONS - ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG, concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction, à utiliser dans les travaux ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le Maître d'œuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité seront assurées par le Maître d'œuvre assisté du bureau de contrôle, par un laboratoire ou un organisme de contrôle. Ces vérifications seront à la charge de l'entrepreneur.

Le CCTP précise s'il y a lieu, quels matériaux, produits et composants de construction, feront l'objet de vérification ou de surveillance de la fabrication dans les usines, magasins et carrières de l'entrepreneur ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Le Maître d'œuvre et le Bureau de Contrôle, peuvent décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le CCTP. Les frais correspondants sont à la charge de l'entrepreneur, en dérogation des articles 24.7 et 24.8 du CCAG, quels que soient les résultats des essais et vérifications effectués.

8. IMPLANTATION DES OUVRAGES

8.1 RELEVÉ DE GEOMETRIE

→ Joint au dossier de consultation des entreprises

8.2 PROTECTION DES OUVRAGES SOUTERRAINS, AERIENS, SUBAQUATIQUES DE TRANSPORT OU DE DISTRIBUTION

Le titulaire, désigné ci-après « l'exécutant de travaux » s'engage à respecter les obligations résultant du décret n°2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution ainsi que l'ensemble des textes pris pour son application et notamment :

- le décret n° 2012-970 du 20 août 2012 relatif aux travaux effectués à proximité des réseaux ;
- l'arrêté du 15 février 2012 (DEVP1116359A) pris pour l'application du décret du 5 octobre 2011 ;
- l'arrêté du 28 juin 2012 (DEVP1220874D) pris en application de l'arrêté du 15 février 2012 ;

- l'arrêté du 30 juin 2012 portant approbation des prescriptions techniques prévues à l'article R.554-29 du Code de l'environnement ;
- le décret n° 2017-1557 du 10 novembre 2017 relatif à la sécurité des ouvrages de transport et de distribution ainsi qu'à la conformité et à l'installation des appareils et matériels concourant à l'utilisation des gaz combustibles ;
- tout autre texte ou réforme en vigueur au moment du présent marché relatif à la réforme anti-endommagement.

Étant précisé que l'ensemble de ces textes ont été codifiés aux articles R.554-19 à R.554-39 du Code de l'environnement.

8.2.1 Protection de l'exécutant

En cas de retard dans l'engagement des travaux résultant de l'absence de réponse de l'exploitant du réseau ou en cas d'interruption des travaux justifiée par la découverte d'un ouvrage sur l'emprise du chantier (ou correspondant à un risque d'endommagement pour l'un des ouvrages aériens, subaquatiques de transport ou de distribution), entraînant un préjudice pour le titulaire du marché, celui-ci pourra solliciter une indemnisation du maître d'ouvrage selon les modalités suivantes :

- le titulaire devra apporter la preuve, par tout moyen, que le retard pris pour le commencement du chantier ou résultant de son interruption lui a créé un préjudice ;
- la demande doit être formée dans le délai de 15 jours maximum après la date prévue à l'origine pour le commencement des travaux ; en l'absence de demande réalisée dans ce délai, l'exécutant de travaux ne pourra plus demander d'indemnisation ;
- le montant de l'indemnisation ne pourra être supérieur à la compensation financière du préjudice subi. Ce montant sera déterminé sur la base de l'ensemble des justificatifs présentés par l'exécutant de travaux de nature à rendre la somme allouée certaine et exigible.

8.2.2 Opérations de marquage ou de piquetage sur le chantier

Le piquetage spécial est réalisé par le titulaire du lot marché. Sa rémunération comprend ces frais.

Conformément aux dispositions de l'article R.554-27 du Code de l'environnement, l'exécutant de travaux s'engage à maintenir tout au long du chantier le piquetage ou le marquage permettant de signifier la présence des ouvrages sur l'emprise du chantier. Pour cela, l'exécutant de travaux devra faire apparaître tout élément souterrain situé dans l'emprise ou à moins de deux mètres, en projection horizontale et susceptible, compte tenu de sa profondeur, d'être endommagé par les travaux.

En outre, l'exécutant de travaux devra également faire apparaître :

- les affleurants
- les changements de direction
- les organes volumineux ou présentant une sensibilité particulière

En l'absence de plans permettant de connaître l'emplacement des affleurants, les changements de direction et les organes volumineux ou présentant une sensibilité particulière, l'exécutant de travaux devra se rapprocher de l'exploitant de réseaux afin d'obtenir impérativement les documents nécessaires à la protection des réseaux présents dans l'emprise du chantier (plans...).

Cette stipulation n'exclut pas les mesures de protection complémentaires qui devront être installées pour la protection des ouvrages n'entrant pas dans le champ d'application du décret n° 2011-1241 du 05 octobre 2011 (réseaux situés à l'extérieur de l'emprise du chantier...).

8.3 IMPLANTATION ET PIQUETAGE GENERAL DES OUVRAGES EXTERIEURS ET DES VOIRIES

L'implantation générale des voiries et réseaux est réalisée par le titulaire du lot. Sa rémunération comprend ces frais.

Avant de commencer le travail, chaque entrepreneur devra signaler, par écrit au Maître d'œuvre toute erreur qui aurait pu être commise sur les plans et il est tenu de demander toutes les vérifications qu'il juge nécessaires.

Aucune réclamation ne sera admise une fois le piquetage effectué.

Il est rappelé que l'entrepreneur sera responsable des contraventions de toutes natures qu'il pourrait encourir du fait de la non-observation des règlements locaux de voirie et qu'il doit en conséquence faire toutes démarches utiles auprès des Administrations compétentes.

8.4 TRAVAUX A PROXIMITE DES RESEAUX SOUTERRAINS, ENTERRES, SUBAQUATIQUES OU AERIENS

8.4.1 Obligations générales du titulaire

Lorsque les travaux doivent être exécutés au droit ou au voisinage d'ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, le titulaire, ou chacun des cotraitants en cas de groupement d'entreprises, veille au respect de l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, résultant des dispositions des articles L 554-1 et s. et R 554-1 et s. du Code de l'Environnement.

Son offre technique et financière prend en compte toutes les informations et données relatives aux ouvrages existants qui ont été communiquées dans le dossier de consultation. Il prend en compte les clauses techniques et financières particulières fixées le cas échéant par le marché.

Notamment, **par dérogation à l'article 31.9 du CCAG Travaux**, dès la notification du marché et avant l'exécution des travaux, le titulaire est tenu de consulter la plateforme dédiée afin d'obtenir la liste et les coordonnées des exploitants des ouvrages en service concernés par les travaux et d'adresser à chacun de ces exploitants une **déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT)** conformément au modèle prescrit.

Les techniques que le titulaire prévoit d'appliquer à proximité des ouvrages en service ainsi que les modalités de leur mise en œuvre, assurent la conservation et la continuité de service des ouvrages, ainsi que la sauvegarde, compte tenu des dangers éventuels présentés par un endommagement des ouvrages, de la sécurité des personnes et des biens et la protection de l'environnement.

Pour toute intervention à proximité des réseaux, le titulaire respecte les prescriptions édictées par le guide technique disponible sur le site « www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr », ainsi que, le cas échéant, les informations spécifiques sur les précautions particulières à prendre jointes par les exploitants aux récépissés des déclarations DT et DICT ou complétées dans le CCTP.

Le titulaire informe le responsable du projet de toutes éventuelles incohérences, inexactitudes ou manques après comparaison des observations faites sur le terrain avec les informations cartographiques reçues.

Le titulaire informe les personnes qui travaillent sous sa direction de la localisation des ouvrages qui ont été identifiés et repérés et des mesures de prévention et de protection qui doivent être mises en œuvre lors de l'exécution des travaux. Il s'assure à ce titre de leur formation et de leur qualification minimale nécessaire.

Dès lors que la durée d'exécution du marché excède 6 mois, ou excède la durée définie dans la DICT, le titulaire sera tenu d'effectuer une nouvelle DICT, au-delà de ce délai auprès des exploitants d'ouvrages sensibles pour la sécurité, à moins que des réunions périodiques aient été planifiées dès le démarrage du chantier avec l'exploitant.

Le titulaire veille également au respect par ses sous-traitants de leurs obligations relatives aux déclarations d'intention de commencement de travaux. Il leur communique l'ensemble des dispositions du présent CCAP relatives aux travaux à proximité des réseaux.

8.4.2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, subaquatiques ou aériens tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter et dont le titulaire a reçu du responsable de projet toutes informations nécessaires sur leur nature et leur position, sera effectué par le titulaire sous la responsabilité du responsable de projet, dans les mêmes conditions qu'au 9.1 ci-dessus.

Il maintient le marquage/piquetage en bon état pendant toute la durée du chantier.

8.4.3 Evolutions éventuelles des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens entre la préparation du projet par le maître d'ouvrage et l'exécution des travaux

Dans le cas où l'exécutant des travaux découvre de nouveaux ouvrages, des modifications ou extensions d'ouvrages :

- Il doit en informer par écrit le responsable du projet sans délai
- Si les ouvrages découverts sont susceptibles d'être sensibles pour la sécurité, ou en cas de différence notable, entre l'état du sous-sol constaté au cours du chantier et les informations portées à la connaissance de l'exécutant des travaux, qui entraînerait un risque pour les personnes lié au risque d'endommagement d'un ouvrage sensible pour la sécurité, l'exécutant des travaux arrête le chantier
 - En cas de carence de l'exécutant des travaux, le responsable du projet délivre un ordre d'arrêt des travaux.

- Il appartient au responsable du projet de décider par écrit des mesures à prendre et de la reprise des travaux lorsque les conditions de sécurité seront à nouveau réunies
- Un constat contradictoire doit être établi, conformément au modèle réglementaire, sans délai entre l'exécutant des travaux et le responsable du projet. Le constat contradictoire précise :
 - Les précautions éventuelles à prendre pour la sécurité
 - Les modifications qui doivent être, le cas échéant, apportées au projet
 - L'ensemble des dispositions techniques à prendre pour permettre la poursuite des travaux (précautions pour la sécurité, précautions techniques, investigations complémentaires)
 - Les conséquences sur les délais
 - L'arrêt ou la reprise des travaux
 - Les conséquences financières de la découverte : constat de la présence de clauses contractuelles permettant l'indemnisation des précautions et des techniques à mettre à œuvre, de l'arrêt de chantier et des délais supplémentaires ou nécessité d'un avenant définissant les conditions de prise en charge.
- Le CCTP définit le cas échéant les actions complémentaires à mettre en œuvre pour identifier les réseaux et en fixer la localisation ou si celle-ci s'avère impossible, pour réaliser les travaux avec toutes les précautions nécessaires
 - Toutes les actions complémentaires et investigations complémentaires nécessaires à la réalisation des travaux sont prises en charge par le maître de l'ouvrage conformément au bordereau de prix annexé le cas échéant à l'acte d'engagement ou dans le cadre d'un avenant.

Le titulaire sera indemnisé de la totalité de son préjudice éventuel subi du fait de l'évolution des réseaux sur présentation de l'ensemble des justificatifs des frais engagés ou surcoûts pour :

- la mise en œuvre des précautions particulières,
- la mise en œuvre des techniques particulières
- les conséquences du sursis à l'exécution des travaux ou de l'arrêt des travaux
- les conséquences des dépassements de délais

Si la découverte des réseaux remet en cause le projet, dans des proportions ne permettant pas la poursuite du présent marché, elle emporte résiliation du marché pour motif d'intérêt général et indemnisation du titulaire dans les conditions fixées à l'article 50.4 du CCAG Travaux.

8.4.4 Dispositions applicables en cas de retard dans l'engagement des travaux imputable au défaut de réponse d'un exploitant d'un réseau sensible pour la sécurité

Ainsi qu'il est dit à l'article 9.2.1 ci-dessus, l'exécutant des travaux doit, dès la notification du marché et avant l'exécution des travaux, consulter le guichet dédié afin d'obtenir la liste et les coordonnées des exploitants des ouvrages en service concernés par les travaux et adresser à chacun de ces exploitants une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

Les travaux ne peuvent pas débiter à proximité d'un réseau sensible pour la sécurité tant que l'exécutant des travaux n'a pas reçu un récépissé de DICT de l'exploitant de ce réseau sensible. En l'absence de récépissé dans les 7 jours de la DICT (9 jours en cas de DICT non matérialisée), l'exécutant des travaux doit relancer sans délai l'exploitant concerné par lettre recommandée avec accusé réception ou par tout moyen apportant des garanties de preuve équivalente.

En cas de retard dans l'engagement des travaux dû à l'absence de réponse d'un exploitant dans les deux jours de la relance, l'exécutant des travaux doit alerter le responsable du projet pour qu'il décale ou fasse décaler d'autant la date de démarrage des travaux. Un constat contradictoire est établi entre le responsable de projet et l'exécutant pour confirmer l'arrêt ou la suspension du projet et ses conséquences financières.

L'exécutant des travaux ne subira aucun préjudice du fait de ce retard et sera indemnisé de son préjudice éventuel par le maître d'ouvrage sur présentation de l'ensemble des justificatifs des frais engagés ou surcoûts subis du fait du retard dans l'engagement des travaux.

8.4.5 Dispositions particulières en cas d'incertitude sur la localisation des réseaux souterrains

Le responsable du projet, après avoir procédé à la déclaration de projet de travaux (DT), n'a pas procédé, en application des dispositions de l'article R 554-23 III du Code de l'Environnement, aux investigations complémentaires relatives à l'incertitude de localisation des réseaux souterrains rangés dans la classe de précision B.

Dans les zones d'incertitude, l'exécutant des travaux devra appliquer les précautions techniques particulières adaptées nécessaires à l'intervention à proximité des ouvrages ou tronçons d'ouvrages dont l'incertitude de localisation est trop élevée mais inférieure à 1,5 mètre, définies par le CCTP et à défaut par le guide technique relatif à l'exécution de travaux à proximité des réseaux visé par l'article R.554-29 du Code de l'Environnement.

La rémunération des travaux sera différenciée entre les zones d'incertitude et celles de parfaite connaissance de la localisation des réseaux que le réseau soit sensible ou non. Les principes de répartition des actes en plusieurs catégories donnant lieu à tarification différenciée sont fixés au guide d'application de la réglementation relative aux travaux à proximité des réseaux.

Si la localisation réelle des réseaux remet en cause le projet dans des proportions ne permettant pas la poursuite du présent marché, sans préjudice de l'indemnisation éventuelle de l'exécutant des travaux en application de l'article 9.2.3 ci-dessus, elle emportera résiliation du marché pour motif d'intérêt général et indemnisation du titulaire dans les conditions fixées à l'article 50.4 du CCAG Travaux.

8.4.6 Arrêt de chantier dû à la découverte d'un ouvrage non identifié ou d'une incertitude de localisation ou dû à l'endommagement des ouvrages

L'exécutant des travaux doit arrêter les travaux, à l'exception des travaux d'investigations complémentaires qui lui auraient été confiés, dans tous les cas suivants :

- découverte fortuite d'un réseau susceptible d'être sensible pour la sécurité ;
- en cas d'écart notable entre les informations relatives au positionnement des réseaux communiqués avant le chantier par l'exploitant ou le responsable du projet et la situation constatée au cours du chantier susceptible d'entraîner un risque pour les personnes lié au risque d'endommagement d'un ouvrage sensible pour la sécurité ;
- découverte ou endommagement accidentel d'un branchement non localisé et non doté d'affleurant visible depuis le domaine public ou d'un tronçon d'ouvrage, sensible ou non sensible pour la sécurité, dont la position exacte s'écarterait des données de localisation qui ont été fournies au titulaire par l'exploitant de plus de 1,5 mètre, ou d'une distance supérieure à l'incertitude maximale liée à la classe de précision indiquée par ce dernier.

Il doit en informer sans délai par écrit le responsable du projet ainsi que le maître d'œuvre s'il n'est pas le responsable du projet et le titulaire du marché, si l'exécutant des travaux est un sous-traitant.

Un Constat contradictoire doit être établi sans délai entre l'exécutant des travaux et le responsable du projet pour confirmer les difficultés rencontrées et prescrire le cas échéant l'arrêt éventuel du chantier ainsi que les conséquences techniques et financières qui en résultent. Le maître d'œuvre, s'il n'est pas le responsable du projet et le titulaire du marché, si l'exécutant des travaux est un sous-traitant, sont convoqués aux opérations de constat.

L'arrêt de chantier est un cas d'ajournement des prestations selon les dispositions de l'article 53.1 du CCAG Travaux.

L'exécutant des travaux ne subira aucun préjudice en cas d'arrêt de chantier faisant suite à l'une des circonstances identifiées ci-dessus et sera indemnisé par le maître d'ouvrage de la totalité de son préjudice éventuel subi du fait de l'arrêt du chantier sur présentation de l'ensemble des justificatifs des frais engagés ou surcoûts notamment pour :

- la mise en œuvre des dispositions nécessaires à la garde du chantier pendant l'arrêt de celui-ci
- la mise en œuvre de précautions particulières nécessaires pour assurer la sécurité pendant l'arrêt du chantier
- les conséquences des dépassements de délais

L'exécutant des travaux ne peut reprendre l'exécution des travaux que sur ordre écrit du responsable du projet sur les mesures à prendre. Dans le cas d'endommagement d'un réseau sensible pour la sécurité, le titulaire doit :

- arrêter immédiatement le fonctionnement des engins ou des matériels de chantier
- alerter immédiatement les pompiers et l'exploitant du réseau concerné
- aménager une zone de sécurité immédiate dans la mesure du possible
- accueillir les secours à leur arrivée et rester à leur disposition autant que nécessaire

Dans le cas d'endommagement d'un réseau même superficiel, d'un déplacement accidentel de plus de 10 cm d'un réseau souterrain flexible, le titulaire doit prévenir l'exploitant dans les meilleurs délais. Un constat contradictoire doit être établi avec l'exploitant.

9. PREPARATION - COORDINATION DES TRAVAUX - EXECUTION DES TRAVAUX

9.1 PERIODE DE PREPARATION - PLANS D'EXECUTION

9.1.1 Calendrier détaillé d'exécution des travaux

Le calendrier détaillé d'exécution élaboré pendant la période de préparation se substituera au calendrier prévisionnel d'exécution des travaux dans les conditions fixées à l'article 28.2.3 du CCAG travaux.

Le calendrier détaillé pourra être modifié par ordre de service en cours de travaux, mais cette modification ne pourra, sauf accord des différents entrepreneurs, comporter réduction du délai d'exécution. Ce document rectifié deviendra contractuel au lieu et place du précédent et servira à l'application de l'article 7.

La notification d'un nouveau calendrier prévisionnel de travaux ne préjuge pas, s'il y a lieu, de l'application des pénalités de retard à l'encontre du (des) titulaire (s) des marchés responsables du retard constaté et ne vaut pas acceptation d'une prolongation de délais par le maître d'ouvrage. Toute prolongation du délai contractuel d'exécution des travaux devra faire l'objet d'une mention expresse et un avenant, s'il y a lieu, devra en fixer l'importance.

9.1.2 Période de préparation et d'études

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG, la période de préparation est fixée conformément au calendrier détaillé d'exécution. Elle prend son origine le jour suivant la date de l'ordre de service N°1, prescrivant l'ouverture du chantier.

Il est précisé que ce délai se trouve compris dans le délai global d'exécution des travaux et ne saurait, en aucune façon, prolonger celui-ci.

Pendant la période de préparation et d'études, les entrepreneurs doivent arrêter, en accord avec le Maître d'œuvre et l'organisme de coordination :

- le schéma d'organisation de chantier et de gestion des déchets,
- le panneau de chantier,
- le plan de sécurité et d'hygiène prescrit par l'article 28.3 du CCAG,
- le calendrier contractuel d'exécution du chantier,
- la présentation des échantillons précédée de la fourniture des listes de matériels et matériaux proposés par chaque corps d'état,
- les détails d'exécution des travaux.

Pendant cette période, chaque entrepreneur a l'obligation d'établir et de fournir, en temps utile, toutes les pièces qui lui incombent, notamment celles demandées au CCAP et CCTP ainsi que tous les documents complémentaires qui lui seraient demandés par le Maître d'œuvre ou l'OPC afin que ce dernier puisse assurer la coordination d'étude nécessaire au démarrage des travaux. De plus, chaque entrepreneur devra obligatoirement assister à toute réunion organisée par le Maître d'œuvre et / ou l'O.P.C et le Coordonnateur de Sécurité.

Par dérogation à l'article 28.2.2 du CCAG travaux, l'ensemble des éléments du programme d'exécution des travaux est soumis pour visa du maître d'œuvre, et une copie en est adressée au maître d'ouvrage, dans le mois qui suit la date de démarrage de la période de préparation ou, en l'absence d'une telle période, dans le délai de 15 jours suivant la notification du marché. L'absence de remise des plans d'hygiène et de sécurité fait obstacle au commencement de la réalisation des travaux.

9.1.3 Plans d'exécution des ouvrages

→ L'entreprise est responsable et chargée de l'élaboration des plans d'exécution de ses ouvrages.

Les entreprises restent responsables en cas d'erreurs non signalées dans les documents de base ou d'erreurs dans les documents d'exécution.

L'entreprise demeurera donc entièrement responsable des erreurs ou omissions qui pourront résulter de ses plans d'exécution.

Tous les documents devront être envoyés au format numérique (pdf) sécurisés, identifiables et interopérables avec le logiciel AUTOCAD.

Sur demande, l'entreprise transmettra chaque document en format papier.

Les frais d'élaboration des documents d'exécution sont réputés inclus dans les prix de chaque entreprise. Aucun travail supplémentaire, modification de prestation, ne donnera lieu à des indemnités pour études supplémentaires quels qu'en soient le motif et l'étendue, les frais en question étant réputés inclus dans les modifications en plus ou en moins de la masse des travaux qui en résulte.

Les observations du Maître d'œuvre et du bureau de contrôle, le cas échéant, seront prises en compte par les entreprises qui éditeront de nouveaux plans conformes à ces observations. Les entrepreneurs sont tenus de soumettre leurs études à l'avis du bureau de contrôle et de mettre leurs études ou leurs travaux en conformité avec les demandes de ce bureau de contrôle et de prévention, sans que cette intervention puisse remettre en question le montant du marché et le délai d'exécution des travaux.

9.1.4 Plans d'exécution et projets modificatifs en cours d'exécution

Les frais afférents à l'établissement de projets et à l'exécution des diverses modifications qui pourraient y être apportées à la demande du Maître d'Ouvrage, sont à la charge de l'entrepreneur et sont réputés inclus dans l'offre.

9.2 MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL

Le titulaire doit se conformer aux stipulations de l'article 6 du CCAG Travaux relatives à la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail. Il doit notamment respecter les dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail.

Par dérogation à l'article 6.2 du CCAG Travaux, en cas d'évolution de la législation sur la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail en cours de marché, les modifications éventuelles demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux nouvelles règles, ne donneront pas lieu à la signature d'un avenant.

L'entrepreneur s'engage à respecter les dispositions de la réglementation en vigueur.

Il s'engage également à ne pas changer de poste le conducteur de travaux qu'il doit, après accord du Maître d'œuvre, affecter au chantier pour tout le cours des travaux jusque et y compris la levée de réserves et désordres de parfait achèvement.

S'agissant de la lutte contre le travail dissimulé, conformément au CCAG Travaux, le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par son personnel, dans l'enceinte du chantier et en permanence, un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son employeur. Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier. Cet enregistrement est tenu à jour et mis à disposition du Maître d'œuvre et de toute autre autorité compétente. Le représentant du pouvoir adjudicateur peut en solliciter la production à tout moment. Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Il reste responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée du marché.

9.3 ORGANISATION COLLECTIVE DU CHANTIER

9.3.1 Réunions de chantier

Celles-ci auront lieu selon la périodicité définie par le maître d'œuvre. Chaque entreprise ou chaque corps d'état doit y déléguer un représentant qualifié ou un technicien agréé par le Maître d'œuvre et ayant pouvoir de décision.

Toute entreprise qui ne sera pas représentée sans avoir été dispensée, versera une pénalité fixée ci-dessus. Les entreprises dispensées seront mentionnées sur le procès-verbal à chaque réunion de chantier.

Ces réunions de chantier devront permettre de faire le point sur l'avancement des travaux, des résultats acquis au cours des réunions d'études et des problèmes à porter à la connaissance des différentes entreprises, ainsi qu'au Maître d'œuvre pour décision de ce dernier.

9.3.2 Réunions d'études et visites de chantier

Les visites de chantier auront lieu à l'initiative de la Maîtrise d'œuvre. Ces visites ont pour but la vérification des matériaux et leur mise en œuvre, l'inspection des ouvrages et installations, la constatation de l'avancement des travaux, l'étude sur place de tous les problèmes qui se posent.

La Maîtrise d'œuvre ou l'OPC convoqueront pour ces réunions et visites, les entreprises qu'ils jugeront utiles.

Les entreprises participantes seront convoquées 48 heures à l'avance, leur présence est obligatoire.

9.3.3 Pénalités pour manquement en matière de sécurité et protection de la santé

Toute infraction à la loi du n° 93-1418 du 31 décembre 1993, de ses décrets et arrêtés d'application parus à la date de démarrage des travaux du présent marché relevée par le Coordonnateur ou l'Inspection du Travail ou ses représentants, ou tout retard ou manquement dans l'exécution des prescriptions du Coordonnateur dans le cadre du PGC, ou en dehors, sera pénalisée en raison de 1/3000 du montant hors taxes du marché considéré avec un minimum de 100 € par jour de retard, par rapport au délai prescrit par écrit, par le Coordonnateur ou le Maître d'œuvre ou le Pilote ou le Maître de l'ouvrage, sans que cela empêche la prise de mesure d'urgence aux frais de l'Entrepreneur sans mise en demeure préalable.

9.4 OBLIGATIONS EN MATIERE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le titulaire devra se conformer aux mesures et obligations prescrites par le CCAG en matière de protection de l'environnement. Conformément à l'article 7 du CCAG Travaux, le titulaire doit veiller à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution et durant la période de garantie sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur. Il doit prendre les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement.

Par dérogation à l'article 7.2 du CCAG Travaux, en cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur afin de se conformer aux nouvelles règles, ne donneront pas lieu à la signature d'un avenant.

Le titulaire devra également se conformer à l'article 36 du CCAG Travaux en matière de gestion, de valorisation et d'élimination des déchets. Conformément au CCAG Travaux et aux obligations de contrôle et de suivi des déchets de chantier, le maître d'ouvrage doit s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier. Le titulaire a pour obligation de fournir à ce dernier les éléments de cette traçabilité (usage de bordereaux de suivi des déchets, remise au maître d'ouvrage des constats d'évacuation des déchets signés avec copie au Maître d'œuvre, utilisation de bordereaux de suivi conforme à la réglementation en vigueur pour les déchets dangereux...).

9.5 OBLIGATIONS DE TRAÇABILITE

En application des articles 21.1 et 26.1 du CCAG Travaux, les parties doivent mettre à disposition les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux (provenance des matériaux)

Le titulaire a l'obligation de prendre toutes dispositions utiles en matière de traçabilité du suivi des travaux, des matériaux, et des résultats du contrôle intérieur (article 28.4.1 du CCAG Travaux)

Il est également fait application de l'article 36.2 du CCAG Travaux relatif aux obligations de traçabilité des déchets et matériaux de chantier (notamment par le biais de bordereaux...)

9.6 GESTION DE LA QUALITE

Par dérogation aux articles 28.2 et 28.4 du CCAG Travaux, il ne sera pas fait application des dispositions relatives au programme d'exécution et au plan qualité.

9.7 DOMMAGES DIVERS CAUSES PAR LA CONDUITE DES TRAVAUX OU LES MODALITES DE LEUR EXECUTION

En complément de l'article 35 du CCAG Travaux, le titulaire supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature qui pourraient être causés à des tiers, y compris ses sous-traitants et les autres entreprises intervenant sur le même chantier, du fait de la réalisation des travaux et prestations objet du marché.

La réception, prononcée avec ou sans réserve, ne fait pas obstacle à ce qu'un recours puisse être exercé à l'encontre du titulaire, en cas de réclamation auprès du maître d'ouvrage en raison de tous dommages matériels, immatériels et/ou corporels subis par des tiers, même si au jour de la réception lesdits dommages ne sont ni apparents ni connus.

10. CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

10.1 ESSAIS ET CONTROLE DES OUVRAGES

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrage sont prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou le CCTP.

Les dispositions du 4 de l'article 24 du CCAG Travaux et de l'article 8 relatifs aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables aux essais et contrôles objet du présent article.

Le maître d'ouvrage ou son représentant sur proposition du maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché : les premiers essais, définis par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage ou son représentant seront à la charge du maître d'ouvrage. Tous les suivants, qui s'avéreraient nécessaires, les précédents n'étant pas satisfaisants seront à la charge de l'entreprise ; le programme ainsi que l'organisme chargé de les réaliser seront, dans chaque cas, définis par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

10.2 RECEPTION

La réception est l'acte par lequel le maître d'ouvrage accepte avec ou sans réserve, l'ouvrage exécuté dans les conditions définies aux articles 41 et suivants du CCAG Travaux.

En cas de phases correspondant à un ouvrage ayant sa propre fonctionnalité et autonomie, il pourra être prononcé des réceptions partielles conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG Travaux.

Les parties d'ouvrages désignés ci-après feront l'objet de réceptions partielles (A préciser en cas de tranches ou phases techniques) :

En cas de réalisation d'espaces verts, il pourra être prononcé des réceptions partielles conformément aux dispositions de l'article 11.6.3 ci-dessous.

Chaque réception partielle fera courir le délai de garantie propre aux ouvrages réceptionnés à compter de la date d'effet de cette réception.

Cependant, les suretés constituées pour la réalisation des différentes parties d'ouvrages, objet du marché, seront maintenues dans leur montant jusqu'à expiration du délai de garantie du dernier ouvrage réceptionné. Elles pourront être mises en jeu au titre de la garantie de parfait achèvement propre à chacun des ouvrages réceptionnés.

Par dérogation à l'article 42.2 du CCAG travaux, la prise de possession par le maître d'ouvrage, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, de certains ouvrages ou parties d'ouvrage doit être précédée d'une réception partielle dont les conditions seront fixées par le maître d'ouvrage (et notifiées par ordre de service).

Dispositions particulières ou réception partielle :

Sauf disposition figurant au CCTP, la réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves ou de la vérification des performances ou rendements obtenus, lorsque :

- les épreuves ne doivent être exécutées que postérieurement à la date d'achèvement des travaux ou de remise des ouvrages ;
- les épreuves, ou vérifications ne peuvent être faites qu'à certaines périodes de l'année ;
- sont prévues des performances ou des rendements fixés au préalable avec éventuellement des sanctions ou des bonifications financières en fonction des résultats obtenus.

10.3 MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES

Le titulaire peut mettre à disposition certaines parties de l'ouvrage non encore achevées, suite à une décision du maître d'ouvrage, pour l'exécution de travaux autres que ceux prévus au marché et pendant une période déterminée par le maître d'ouvrage.

10.4 DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

10.4.1 Documents archives D.O.E.

Conformément à l'article 40 du CCAG, le titulaire remet au maître d'œuvre les éléments constitutifs du DOE et les éléments nécessaires à l'établissement du DIUO qui le concerne, éventuellement précisés par le CCTP.

Le contenu du DOE est fixé comme suit :

- les plans d'ensemble et de détails, les plans de récolement conformes aux ouvrages exécutés établis par le titulaire
- les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, les spécifications de pose, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre établis ou collectés par l'entrepreneur, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements
- les constats d'évacuation des déchets
- les essais et contrôle relevant du contrôle intérieur de l'entreprise et notamment : contrôle de compactage, pénétration, contrôle de fabrication des enrobés, courbes granulométriques,
- les rapports des contrôles extérieurs effectués conformément aux prescriptions du CCTP...

Conformément à l'article 40.1 du CCAG, l'ensemble des documents sera remis sous format numérique (pdf) sécurisés, identifiables et interoperables avec le logiciel AUTOCAD.

Le titulaire remettra également les documents sur support papier à la demande du maître d'ouvrage et/ou du maître d'œuvre.

Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

10.4.2 Mise au courant du personnel exploitant

Les entreprises attributaires des lots techniques et d'équipements spéciaux, auront l'obligation d'instruire et de former, pendant la période de garantie, le personnel technique et de service qui sera mis à sa disposition à cet effet par le Maître d'Ouvrage et de remettre avant réception aux services techniques de l'établissement tous documents, notes techniques, plans, instructions.

10.5 GARANTIES PARTICULIERES

10.5.1 Garantie particulière des matériaux de type nouveau :

Ces garanties engagent l'entrepreneur, pendant le délai de garantie du produit fourni, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou d'une mauvaise exécution des travaux.

10.5.2 Garantie particulière de fonctionnement d'installations de haute technicité :

L'entrepreneur garantit le maître de l'ouvrage contre tout défaut de fonctionnement des installations ou éléments d'installations dont la nature est désignée par le CCTP.

Cette garantie engage l'entrepreneur pendant le délai de garantie du produit fourni, à effectuer à ses frais, sur simple demande du Maître d'œuvre toutes les réparations qui s'avèreraient nécessaires et à remplacer gratuitement toute pièce défectueuse dans le délai fixé par le Maître d'œuvre à compter de sa demande, que la défaillance des installations soit imputable à la mauvaise qualité des matériels et matériaux, à des conditions d'exécution ou à une erreur de conception des ouvrages, lorsque celle-ci a été conçue par l'entrepreneur.

L'entrepreneur sera dégagé de ses obligations si le défaut de fonctionnement provient du fait de l'utilisateur.

10.5.3 Garantie particulière des espaces verts

Le délai de garantie est de un an à compter des dates de réception correspondantes (gazons et plantations). Durant cette période l'entrepreneur réalise les travaux de confortement nécessaires au bon développement des plantations et ensemencements figurant au marché. Le coût et la nature de ces prestations devront apparaître de manière explicite et séparée dans les documents contractuels (y compris les modalités de règlement).

10.6 ASSURANCES

Les attestations fournies devront préciser les activités couvertes et la période de validité.

Il est indiqué qu'il est obligatoire qu'avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur justifie qu'il est titulaire :

- d'une assurance responsabilité civile garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux,
- d'une assurance décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792.2 et 1792.4-1 du Code Civil.

10.6.1 Assurances responsabilité civile

L'entrepreneur ou son sous-traitant doit justifier d'attestations certifiant qu'il est titulaire d'une assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile du fait de ses activités professionnelles aussi longtemps que sa responsabilité peut être recherchée.

Il est tenu de fournir au Maître d'Ouvrage une attestation de l'assurance indiquant le nom de la compagnie d'assurances, le numéro des polices, le montant des garanties en cas de dommages corporels, matériels et immatériels.

Il doit fournir une reconnaissance de l'entrepreneur à l'assureur, du droit à notifier au Maître d'Ouvrage et au Maître d'œuvre tout fait de nature à provoquer la suspension ou la résiliation des polices d'assurances.

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger une augmentation du plafond de l'assurance de responsabilité civile par catégorie de risques, si les travaux nécessitent une assurance aux tiers plus étendue.

10.6.2 Assurance professionnelle de base (articles 1792 et suivants du code civil) (décennale)

Chaque entrepreneur et ses co-traitants et/ou sous-traitants éventuels devront fournir au Maître d'Ouvrage dans les mêmes conditions et les mêmes formes que ci-dessus, les attestations relatives à la police professionnelle qu'il est tenu de souscrire en application de la loi 78.12 du 4 janvier 1978 et aux décrets d'application relatifs à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit d'exiger éventuellement un avenant à la police souscrite par l'entrepreneur si la nature des travaux nécessite une extension d'assurance.

11. RESILIATION DU MARCHE

Il sera fait application le cas échéant des chapitres 7 et 8 du CCAG Travaux.

12. GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT

Par dérogation à l'article 44.2 du CCAG Travaux, dans le cas où à l'expiration du délai de garantie le titulaire n'a pas réalisé l'exécution des travaux nécessaires à la levée des réserves émises, tant à la réception que durant le délai de garantie, le délai de garantie de parfait achèvement sera prolongé jusqu'à l'exécution complète des travaux, que cette exécution soit assurée par le titulaire du lot ou à ses frais et risques dans le respect des dispositions de l'article 41.6 du CCAG Travaux.

13. REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES

Avant toute saisine du juge, les parties devront tenter de régler le litige les opposant par le biais d'un mode de règlement alternatif des différends dans les conditions définies aux articles L.2197-1 à 2197-7 du code de la commande publique, selon la nature du contrat en cause.

En cas d'échec de règlement du litige, les litiges relatifs à l'exécution du présent marché seront soumis à la compétence du juge.

14. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Article 3.1 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG Travaux.

Article 3.2 du CCAP déroge à l'article 4.2 du CCAG Travaux.

Article 4.2.6 du CCAP déroge aux articles 14.3 et 15.1 du CCAG Travaux.

Article 5.1 du CCAP déroge à l'article 18.1.1 du CCAG Travaux.

Article 5.3.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux.

Article 5.3.4 du CCAP déroge à l'article 40 du CCAG Travaux.

Article 5.4.17 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux.

Article 7.3 du CCAP déroge aux articles 24.7 et 24.8 du CCAG Travaux.

Article 7.3.1 du CCAP déroge aux articles 24.7 et 24.8 du CCAG Travaux.

Article 9.1.2 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG Travaux.

Article 9.2 du CCAP déroge à l'article 6.2 du CCAG Travaux.

Article 9.4 du CCAP déroge à l'article 7.2 du CCAG Travaux.

Article 9.6 du CCAP déroge aux articles 28.2 et 28.4 du CCAG Travaux.

Article 12 du CCAP déroge à l'article 44.2 du CCAG Travaux.